



Mécénat

Juin 2023

APPEL À PROJETS

Mécénat de la Caisse des Dépôts

RÈGLEMENT PERMANENT POUR LE PROGRAMME DANSE

PRÉAMBULE

Dans le prolongement de son soutien au Théâtre des Champs-Élysées, la Caisse des Dépôts développe depuis plus de trente ans une politique de mécénat en faveur de la danse en France.

Plus précisément, le programme de mécénat Danse consacre son aide aux projets qui facilitent l'insertion professionnelle des chorégraphes émergents et la découverte de la danse par de jeunes publics. Il accompagne ainsi les jeunes talents qui contribueront demain au développement de la vie artistique et culturelle de tous les territoires. Il aide également à sensibiliser de nouveaux publics à la danse en confortant la structuration de l'économie du secteur.

Les appels à projets du programme Danse visent à sélectionner les projets dans le domaine de la danse répondant à ces enjeux (ci-après « Appel à projets »). Ces projets seront choisis par un comité de sélection souverain et indépendant (ci-après « Comité de sélection ») composé comme suit :

- Pour le mécénat national, d'experts extérieurs et de collaborateurs internes à la Caisse des Dépôts ou de ses filiales ;
- Pour le mécénat régional, d'un jury de collaborateurs internes à la Direction régionale de la Caisse des Dépôts concernée.

Pour savoir si votre projet relève du mécénat national ou du mécénat régional, il vous faudra répondre au premier volet du formulaire disponible sur la plateforme de dépôt des candidatures (voir article 2.2 Procédure de dépôt). Vous serez redirigé.e automatiquement vers le mécénat national ou le mécénat de la Direction régionale compétente.



Table des matières

ARTICLE 1 : OBJET	2
1.1 Critères d'éligibilité	2
1.2 Critères d'éligibilité par axe	3
ARTICLE 2 : MODALITÉS DE CANDIDATURE	4
2.1 Calendrier	4
2.2 Procédure de dépôt	5
ARTICLE 3 : INSTRUCTION DES DOSSIERS	6
3.1 Phase d'instruction	6
3.2 Phase de sélection	7
3.3 Annonce des résultats	7
ARTICLE 4 : MODALITÉS DU SOUTIEN FINANCIER	7
ARTICLE 5 : DISPOSITIONS RÉGLEMENTAIRES	7
5.1 Communication/propriété intellectuelle	7
5.2 Données à caractère personnel	8
5.3 Limitation de responsabilité	8
5.4 Règlement des litiges	9



Mécénat

ARTICLE 1 : OBJET

Les Appels à projets du programme Danse concernent des actions qui relèvent des trois axes de la doctrine d'intervention du programme, à savoir :

Axe 1 — Soutien à la création émergente : Le mécénat Danse finance la production de pièces chorégraphiques et de danse pluridisciplinaire, pour les saisons à venir (N ou N+1). Il intervient en amont de la diffusion des pièces, pendant les résidences de création. Les projets sont présentés par des chorégraphes émergents qui irriguent l'ensemble du territoire par leurs résidences créatives ou leurs représentations dans des lieux de production décentralisés.

Axe 2 — Soutien à la professionnalisation des chorégraphes : Depuis 2020, le mécénat de la Caisse des Dépôts a choisi de soutenir également des projets de professionnalisation avec une portée innovante, dont des formations et des concours. Ces projets doivent contribuer à la structuration de la carrière de chorégraphes encore méconnus ou en train de se faire connaître qui s'avèreront par la suite être des artistes confirmés, chacun dans son mode d'expression.

Axe 3 — Soutien à la sensibilisation des jeunes : À l'image du mécénat en faveur de la musique classique et de l'architecture et paysage, le mécénat Danse soutient des actions culturelles et éducatives qui s'adressent à des jeunes amateurs (de 3 à 25 ans). L'objectif de cette modalité d'accompagnement est de sensibiliser de nouveaux publics à la danse et de structurer une offre de pratique de la danse sur les territoires concernés. Pour y parvenir, les projets attendus doivent proposer des temps de pratique de la danse et avoir soit un aspect innovant, soit s'engager dans des démarches d'essaiage sur différents territoires.

Toutes les dépenses du projet, y compris les dépenses de fonctionnement, sont éligibles au soutien du mécénat de la Caisse des Dépôts. Toutefois, le budget du projet devra être clairement isolé au sein de l'activité générale de la structure juridique qui porte le projet.

Pour une candidature au **mécénat national**, le montant de la demande doit être, au minimum, de 10000 € (dix mille euros) et, au maximum, de 33 % (trente-trois pourcent) du budget global du projet. Les projets qui relèvent de l'« Axe 1 — Soutien à la création » et qui sont présentés par des chorégraphes déjà lauréats du mécénat de la Caisse des Dépôts peuvent formuler des demandes allant jusqu'à 50 % (cinquante pourcent) du budget global du projet.

Pour une candidature au **mécénat régional**, le montant de la demande doit être au maximum de 33 % (trente-trois pourcent) du budget global du projet et ce, quelle que soit l'antériorité du soutien du mécénat de la Caisse des Dépôts.

1.1 Critères d'éligibilité

Les projets éligibles à un soutien du mécénat de la Caisse des Dépôts doivent impérativement répondre aux conditions suivantes :

- La structure juridique qui porte le projet doit être éligible au régime fiscal du mécénat au regard de l'article 238 bis du Code général des impôts (association loi 1901, établissements

publics, collectivités...). Il appartiendra à la structure de déterminer si elle est éligible ou non, la Caisse des Dépôts ne se prononcera pas sur cette question ;

- Le projet doit être mené sur le territoire français ;
- Le projet doit répondre aux critères de sélection spécifiques à l’axe du programme dont il s’inscrit.

1.2 Critères d’éligibilité par axe

Axe 1 — Soutien à la création

- Le/la chorégraphe qui propose le projet doit avoir déjà créé au minimum 1 et au maximum 7 pièces dans des conditions professionnelles (y compris les commandes et les pièces co-écrites ; en cas de travail collectif indiquer le nombre de pièces de la personnes qui en a le plus) ;
- Le projet doit être présenté par la compagnie qui porte le travail du/de la chorégraphe (structure juridique propre) ou par un bureau/plateforme de production délégué (les lieux culturels ne sont pas éligibles à cet axe) ;
- Le projet de création doit être interprété par au moins deux danseurs professionnels (le mécénat ne finance pas les solos ni les projets avec des amateurs) ;
- Les versions hors plateau ne sont pas prioritaires et doivent démontrer leur capacité à structurer un calendrier de diffusion dans la durée ;
- Les reprises, les prolongations/extensions, les commandes ainsi que les projets sous la direction ou en collaboration avec des artistes ou une compagnie/institution reconnus ne sont pas acceptés ;
- Les résidences de création doivent être prévues, en majorité, pour la période qui suit l’annonce des résultats de l’appel à projets.

Axe 2 — Soutien à la professionnalisation

- Le projet doit contribuer à la professionnalisation de chorégraphes émergents (moins de 7 pièces déjà créées) de manière innovante (en termes de méthode ou de contenu) ;
- Le projet doit être présenté soit par une compagnie qui porte le travail d’un/une chorégraphe (structure juridique propre), soit par une institution culturelle (par exemple, les labels du ministère en charge de la culture) ;
- Le projet doit être mené sous la responsabilité d’un/une chorégraphe confirmé/e ou d’un/une professionnel/le en charge d’une institution culturelle ;
- Le projet doit prévoir un processus transparent de sélection des participants ;
- Le projet doit être gratuit pour les participants (ou prévoir des frais « symboliques ») ;



Mécénat

- Les projets de formation doivent véritablement répondre à des exigences pédagogiques (avec une procédure de sélection des participants, le développement d'un programme inscrit dans le temps, une liste d'intervenants confirmés, une charge horaire d'au moins 60 heures) ;
- Les projets de concours doivent comporter un jury de professionnels reconnus et proposer un accompagnement sur le long terme aux lauréats ;
- Au plus tôt, le projet doit commencer un mois après l'annonce des résultats de l'Appel à projets.

Axe 3 — Soutien à la sensibilisation

- Le projet doit s'adresser à des jeunes amateurs de 3 à 25 ans (les projets intergénérationnels sont acceptés si ce choix est justifié par des objectifs pédagogiques au bénéfice des jeunes) ;
- Le projet doit avoir un aspect innovant (en termes de méthode ou de contenu) ou envisager une dynamique d'essaimage sur différents sites ;
- Le projet doit être présenté soit par une compagnie qui porte le travail d'un/une chorégraphe (structure juridique propre), soit par une institution culturelle (par exemple, les labels du ministère en charge de la culture ; les structures éducatives et du champs médico-social ne sont pas éligibles) ;
- Le projet doit être proposé par un/une chorégraphe confirmé/e ayant déjà réalisé des créations et des initiatives d'éducation artistique et culturelle de manière professionnelle ;
- Le projet doit prévoir au moins 30 heures de pratique de danse par bénéficiaire, ainsi qu'un parcours de fréquentation de spectacles (« parcours spectateur ») ;
- Le projet doit être gratuit pour les participants (ou prévoir des frais « symboliques ») ;
- Le projet doit être développé par un réseau de partenaires (éducation nationale, établissements culturels, collectivités territoriales, associations, etc.) ;
- Le projet doit être « indépendant » : il ne peut pas être lié à la production ou à la diffusion d'une pièce d'une compagnie ;
- Les projets réalisés dans des territoires de la politique de la ville ou réseaux d'éducation prioritaire sont prioritaires ;
- Au plus tôt, le projet doit commencer un mois après l'annonce des résultats de l'Appel à projets.

ARTICLE 2 : MODALITÉS DE CANDIDATURE

2.1 Calendrier

Pour le mécénat national, les dates d'ouverture et de fermeture des Appels à projets sont publiées sur le [site internet](#) du mécénat de la Caisse des Dépôts.

Aucun dossier ne sera traité après la date limite de dépôt des dossiers communiquée et aucun document ne pourra y être ajouté.

Pour le mécénat régional, les demandes peuvent être transmises tout au long de l'année.

2.2 Procédure de dépôt

Les candidatures devront être déposées obligatoirement sur la **plateforme de dépôt par un formulaire en ligne** à l'adresse suivante : <https://mecenat-danse.caissedesdepots.fr/fr/>.

Les éléments suivants devront obligatoirement être renseignés pour que la candidature soit considérée comme valide :

- L'éligibilité au régime fiscal du mécénat ;
- Les informations concernant la structure juridique ;
- Les informations concernant le référent administratif et le signataire de la convention ;
- La présentation du projet ;
- Le budget du projet.

Nous attirons votre attention sur le fait que les pièces administratives suivantes devront obligatoirement être téléchargées sur la plateforme sous format PDF :

- Fiche INSEE : situation au répertoire SIRET datée de moins de 3 mois ;
- Document d'identification du responsable de la structure (pour les associations et fondations) ;
- Statuts à jour ;
- Liste des dirigeants avec les fonctions, noms, prénoms et dates de naissance (JJ/MM/AA) ;
- Derniers comptes approuvés signés par un commissaire aux comptes ou un expert-comptable **OU** derniers comptes approuvés signés par le président (si réalisés par le trésorier) ;
- Budget prévisionnel de l'association pour l'exercice en cours ;
- RIB et IBAN ;
- Récépissé de la déclaration à la Préfecture et de la publication au Journal officiel (pour les associations et fondations) ;
- Dernier PV de l'assemblée générale ;
- Dernier rapport d'activités.

ATTENTION : Afin de permettre l'instruction de votre dossier, certains documents devront être signés, datés et contenir la mention apparente « **certifié conforme de l'année en cours** » (indications sur la



Mécénat

plateforme de candidature). Les dossiers dont les documents ne feront pas état de cette mention seront refusés.

Un courriel de confirmation sera envoyé aux candidats une fois le formulaire complété et validé.

Pour tout renseignement sur le **mécénat national**, vous pouvez contacter la responsable du programme Danse de la Caisse des Dépôts :

Bruna Lopes Ribeiro bruna.lopes-ribeiro@caissedesdepots.fr.

Pour tout renseignement sur le **mécénat régional**, vous pouvez contacter la correspondante mécénat de votre région :

- Antilles – Guyane - antilles-guyane@caissedesdepots.fr ;
- Auvergne – Rhône-Alpes - juliette.bouveret@caissedesdepots.fr ;
- Bourgogne – Franche Comté -
anita.vacelet@caissedesdepots.fr, sandrine.geslain@caissedesdepots.fr ;
- Bretagne - morgane.vallee@caissedesdepots.fr ;
- Centre – Val de Loire - valerie.Fourage@caissedesdepots.fr ;
- Corse - mathilde.Dumartin@caissedesdepots.fr ;
- Grand-Est - joelle.lagrange@caissedesdepots.fr ;
- Hauts de France - Corinne.Catteau@caissedesdepots.fr ;
- Ile-de-France - mecenat-drif@caissedesdepots.fr ;
- Normandie - fanny.Thomas@caissedesdepots.fr ;
- Nouvelle Aquitaine - nouvelle-aquitaine@caissedesdepots.fr ;
- Occitanie - celine.Vallee@caissedesdepots.fr ;
- Pacifique - pacifique@caissedesdepots.fr ;
- Pays-de-la-Loire - pays-de-la-loire@caissedesdepots.fr ;
- Provence-Alpes-Côte d’Azur - esther.even@caissedesdepots.fr ;
- Réunion – Océan Indien - emmanuelle.lebrun@caissedesdepots.fr.

ARTICLE 3 : INSTRUCTION DES DOSSIERS

3.1 Phase d’instruction



Mécénat

Les candidatures seront instruites dès la clôture de l'Appel à projets pendant une période d'environ un mois et demi.

Seules les candidatures éligibles et les dossiers complets feront l'objet d'une analyse approfondie lors de cette phase d'instruction.

3.2 Phase de sélection

À l'issue de la phase d'instruction, les dossiers seront présentés par la responsable du programme national ou la correspondante mécénat régional aux membres du Comité de sélection et ils seront évalués conformément à des critères de sélection définis en début de séance.

3.3 Annonce des résultats

Pour le mécénat national, la date d'annonce des lauréats est indiquée sur le [site internet](#) du mécénat de la Caisse des Dépôts.

Les lauréats seront informés directement de la décision du Comité de sélection par la responsable du programme ou par la correspondante mécénat régional. Les candidats non retenus recevront un mail les informant que leur dossier n'a pas été sélectionné. Ils pourront toutefois solliciter un rendez-vous téléphonique afin d'obtenir des explications concernant ce refus.

Aucune réclamation ne pourra être faite concernant les décisions souveraines du Comité de sélection.

La liste des candidats retenus par le mécénat national sera diffusée sur le site internet de la Caisse des Dépôts.

ARTICLE 4 : MODALITÉS DU SOUTIEN FINANCIER

Le montant du soutien financier sera octroyé par décision souveraine du Comité de sélection et pourra être diminué par rapport au montant demandé dans le dossier de candidature.

Pour chaque projet retenu, une convention est établie entre la Caisse des Dépôts et la structure lauréate. Le soutien financier sera versé aux lauréats après la signature de la convention de mécénat.

ARTICLE 5 : DISPOSITIONS RÉGLEMENTAIRES

5.1 Communication/propriété intellectuelle

Au titre de l'adhésion au présent règlement, les lauréats s'engagent à céder à titre gratuit et non exclusif à la Caisse des Dépôts les droits de propriété intellectuelle (notamment droit de reproduire, de représenter, de diffuser et d'adapter) relatifs à leurs travaux réalisés dans le cadre de l'Appel à projets et ce, pour une utilisation à titre exclusivement gratuit, notamment à des fins de communication et de diffusion internes et externes.

Les conditions et modalités d'utilisation des résultats par la Caisse des Dépôts seront précisées dans les conventions spécifiques conclues entre la Caisse des Dépôts et les structures lauréates.

5.2 Données à caractère personnel

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiées et au Règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, les candidats déclarent être informés que :

- Les données à caractère personnel communiquées dans le cadre de sa participation à l'Appel à projets sont obligatoires et conditionnent leur participation ;
- Les données à caractère personnel sont collectées par la Caisse des Dépôts à des fins d'identification des candidats, de la gestion de l'Appel à projets ainsi qu'à des fins statistiques ;
- La durée de conservation est déterminée ;
- Le responsable de traitement est la Caisse des Dépôts ;
- Chaque Candidat dispose d'un droit d'accès, de rectification, et d'opposition sur les données personnelles qui le concernent. Les Candidats disposent en outre d'un droit d'opposition de la communication de leurs données aux partenaires.

Ces droits peuvent être exercés en adressant un courrier à l'adresse suivante : Caisse des Dépôts — Correspondant Informatique et Libertés — 56, rue de Lille — 75007 Paris.

Pour toute question, contacter cil@caissedesdepots.fr.

Chaque Candidat est informé que la Caisse des Dépôts ne peut utiliser les informations recueillies que dans le strict cadre de l'autorisation accordée par le Candidat.

5.3 Limitation de responsabilité

La participation à l'Appel à projets implique la connaissance et l'acceptation des risques liés à l'internet, notamment en ce qui concerne les performances techniques, les temps de réponse pour consulter, interroger ou transférer des informations, les risques d'interruption, et plus généralement, les risques inhérents à toute connexion et transmission d'informations sur internet, l'absence de protection de certaines informations contre des détournements éventuels et les risques de contamination par d'éventuels virus circulant sur le réseau.

En conséquence, la Caisse des Dépôts ne saurait en aucune circonstance être tenue responsable, sans que cette liste soit limitative :

- De la transmission ou de la réception de toute donnée ou information sur internet ;
- De tout dysfonctionnement du réseau internet empêchant le bon déroulement de l'Appel à projets ;
- De la perte ou de l'altération de toute information ou donnée ;



Mécénat

- De la contamination du matériel informatique du candidat ;
- D'une indisponibilité temporaire, partielle ou totale, du site internet notamment en cas de maintenance du site internet ou du serveur sur lequel il est hébergé ;
- De toute défaillance technique, matérielle et logicielle de quelque nature, ayant empêché ou limité la possibilité pour le candidat de participer à l'Appel à projets.

Il est précisé que la Caisse des Dépôts ne peut être tenue responsable de tout dommage direct ou indirect issu d'une interruption, d'un dysfonctionnement quel qu'il soit, et ce pour quelque raison que ce soit, en lien avec l'utilisation d'un service de communication en ligne, ainsi que de la défaillance des services postaux. Il appartient à tout candidat d'adopter toutes les mesures appropriées de façon à protéger ses propres données ou logiciels stockés sur son équipement informatique contre toute atteinte et acte de piraterie.

La Caisse des Dépôts se réserve le droit de poursuivre en justice quiconque aura fraudé ou tenté de le faire.

La Caisse des Dépôts se réserve la faculté de procéder à tout moment à la modification de l'Appel à projets, à son interruption momentanée ou à sa suppression sans avoir à motiver sa décision et sans que la moindre indemnité puisse lui être réclamée de ce fait.

La Caisse des Dépôts se réserve le droit de ne pas donner suite à l'Appel à projets notamment en fonction de la qualité des projets soumis et de leur nombre à la date limite de dépôt des dossiers.

La responsabilité de la Caisse des Dépôts ne saurait être encourue si, pour un cas de force majeure ou indépendant de sa volonté, l'Appel à projets devait être modifié, écourté ou annulé. Elle se réserve dans tous les cas la possibilité de prolonger la période de participation, et de reporter toute date et/ou heure annoncée.

La participation à l'Appel à projets implique la pleine adhésion des candidats au présent Règlement et l'acceptation des décisions du Comité de sélection souverain dans ses décisions, qui sont insusceptibles de tout recours.

5.4 Règlement des litiges

Le présent règlement est exclusivement régi par la loi française.

Tout litige pouvant intervenir sur l'interprétation du règlement ou le déroulement de l'Appel à projets sera expressément soumis à l'appréciation des Tribunaux compétents du ressort des Cours d'appel de Paris, même en cas de pluralité de défendeurs, d'appel en garantie ou de référer.